

PÔLE RELATIONS EXPERTS

LA LETTRE D'INFORMATION

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL

RETOUR SUR LES JOURNÉES DES EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX 2025

Ce mois-ci, nous revenons sur les Journées des ETI, qui se sont tenues les 28 et 29 août 2025. Cet événement a rassemblé plus de deux cents experts à l'INSP à Paris.



P. 5 à 16

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Découvrez les chiffres clés de l'activité menée en 2024 par le pôle Relations experts, ses temps forts et les témoignages des experts techniques internationaux sur le terrain.



ÉDITO

Dans cette lettre d'information, retrouvez Carolina Ballester en tant que directrice du département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise.

Elle revient sur son arrivée à la tête du département, salue le travail d'Antonin Coeur-Bizot et partage son regard sur deux temps forts de cet été : la 4ème édition des Journées de l'Expertise Technique Internationale et les journées de préparation au départ.

P. 2

ÉDITO

J'ai le plaisir de m'adresser à vous pour la première fois en tant que directrice du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'Expertise. C'est avec confiance, détermination et fierté que j'entame cette nouvelle mission.

Je voudrais d'abord saluer le travail accompli par mon prédécesseur, Antonin Cœur-Bizot, parti rejoindre les rangs de notre maison-mère en qualité de directeur de l'agence AFD en Guinée. Son action a permis d'établir des bases solides, essentielles pour accomplir avec succès notre mandat de gestion et d'animation du dispositif ETI.



Je tiens également à reconnaître le professionnalisme et l'engagement exemplaire des équipes du pôle Relations Experts particulièrement visibles lors des deux temps forts de cet été. Ils ont œuvré à la pleine réussite de la 4^e Edition des Journées de l'Expertise Technique Internationale et des journées de préparation au départ qui se sont tenues fin août à l'INSP. La participation croissante d'experts, de partenaires et de représentants des administrations et des collectivités pour le compte desquelles Expertise France mobilise de l'expertise à l'international témoigne de la solidité du réseau. Leur implication et leurs interventions ont contribué, une année de plus, à la pertinence et à la qualité des échanges.

De la séance d'ouverture, présidée cette année par la ministre déléguée M. Thani Mohamed Soilihi, aux travaux en plénière et aux ateliers thématiques, chaque intervention et chaque séquence a permis de réaffirmer deux priorités : i. l'importance de renforcer les actions de coordination entre les acteurs et les instruments de la politique française et européenne de coopération pour garantir une action efficace et l'impact de chacune des missions ; ii. La pertinence et la versatilité de cet instrument qui reste résolument engagé en faveur des objectifs de développement durable tout en étant capable d'investir pleinement de nouvelles thématiques pour répondre aux enjeux d'un monde en mutation.

Ces Journées de l'Expertise Technique Internationale et les Journées de préparation au départ ont été bien plus que des événements : elles ont incarné l'énergie, l'expertise et l'engagement qui animent ce dispositif au quotidien. Y participer pour la première fois en tant que directrice a été une expérience à la fois inspirante et révélatrice – celle d'un réseau qui passe des idées à l'action, et qui travaille chaque jour pour renforcer l'impact de l'expertise française à l'international.

Dans cette newsletter, vous trouverez un retour détaillé, ponctué de témoignages, enseignements clés et photos pour vivre ou revivre ces événements.

Bonne lecture et à très vite !

Carolina BALLESTER,

Directrice de département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME)

PRÉPARATION AU DÉPART

Le stage de préparation au départ pour les ETI primo-partants : deux jours pour se former, échanger et s'inspirer



© Erica Otto

A l'invitation du Pôle Relations experts, pendant deux jours, les 26 et 27 août derniers, une vingtaine d'experts techniques internationaux (ETI) en partance pour des missions sur les cinq continents se sont retrouvés pour un stage de préparation au départ dans les locaux de l'Institut National du Service Public (INSP). Les stagiaires ont bénéficié de séquences plénières et d'ateliers pratiques conçus pour les outiller pour leur mission future et renforcer leur réseau avant leur déploiement sur le terrain.



© Erica Otto

Cette deuxième édition du stage de préparation au départ a été inaugurée cette année par Carolina Ballester, nouvelle Directrice du Département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise – dont fait partie le pôle Relations Experts – qui a présenté à l'ensemble des nouveaux arrivés l'agence Expertise France et son écosystème. Son intervention a été suivie de la présentation du processus de décentralisation de l'agence par la Directrice adjointe du Département Géographique, Alisa Rozanova.

La question du positionnement de l'ETI a occupé une place centrale dans ces deux jours de formation.

En effet, la bonne compréhension des attentes des commanditaires ainsi que celles d'Expertise France, en adéquation avec les besoins de l'organisme d'accueil et le tout piloté depuis le terrain par les services de l'ambassade, est primordiale pour une mission réussie. Johann Uhres, Chef de pôle adjoint Expertise et Fonds « équipe France » au sein de la Direction du pilotage et de la stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et Virginia Mangematin, Responsable du pôle Relations Experts, ont ainsi présenté le dispositif aux participants, qui ont ensuite pu mettre en pratique et éprouver les subtilités de ce positionnement au travers de jeux de rôles. Ces derniers ont également travaillé tout au long des deux jours sur un projet commun, en petits groupes, pour s'approprier le dispositif.

Les différents départements d'Expertise France impliqués dans les missions des ETI se sont également mobilisés sur ces deux journées, notamment le service Mobilité Internationale du Département des ressources humaines, le Département de la Sécurité des Opérations, le Département des Systèmes d'Information ainsi que celui de la Communication, afin de porter à la connaissance des experts les procédures et ressources mobilisables au sein de l'agence. Enfin, le Pôle Relations experts s'est appuyé sur La Boussole, coopérative de formation spécialisée dans la construction d'outils et d'expériences pédagogiques ludiques, pour proposer un atelier d'interculturalité basé sur une expérience immersive qui a ravi les participants.

Ce stage de préparation au départ fut également l'occasion de remettre aux participants la première édition du livret d'accueil de l'expert technique international (ETI), regroupant l'ensemble des procédures liées au déploiement et suivi de mission de l'expert, de sa contractualisation à la fin de sa mission.

Au-delà des contenus, c'est aussi la qualité du relationnel et la cohésion de groupe qui ont marqué les esprits. En effet, ces aspects sont particulièrement importants pour des experts qui travaillent parfois dans des contextes isolés. Les différents temps de travail en sous-groupe, d'ateliers et d'échanges ont permis aux participants de se connaître et de constituer un premier réseau au sein du dispositif. Les participants repartent ainsi stimulés, outillés et confiants, prêts à relever les défis de leur mission respective.

Ainsi, le succès de cette deuxième édition ancre le stage de préparation au départ dans les temps forts du parcours d'un ETI, au même titre que les journées de l'Expertise Technique Internationale qui sont désormais un événement incontournable du dispositif.



De gauche à droite : Nicolas Dubois, Virginia Mangematin, Johann Uhres © Erica Otto

JOURNÉES DE L'EXPERTISE

Les **Journées de l'expertise technique internationale** constituent un rendez-vous de rencontre et de réflexion sur la contribution des experts à la coopération internationale. Les 28 et 29 août 2025, plus de 250 participants, dont près de 200 experts techniques internationaux, se sont retrouvés à l'Institut national du service public pour la quatrième édition, organisée par le pôle Relations experts. Durant deux jours, tables rondes, ateliers et temps d'échange ont mis en avant la diversité des missions menées et leur impact concret face aux grands défis globaux.

Ainsi, cet événement a permis de valoriser les expériences de terrain des experts et de renforcer le dialogue avec les commanditaires au travers d'une douzaine d'ateliers résumés ci-dessous.

La venue de ces experts à Paris fut également l'occasion d'enregistrer le témoignage de plusieurs d'entre eux via des capsules vidéo disponible sur le [Portail de Mobilisation](#).

Santé et coopération internationale : valoriser l'offre française en santé à l'international

Atelier Santé et coopération internationale avec comme intervenants :

- **Georges-Fabrice Blum**, Fédérateur Santé à l'export au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
- **Alexandra Mens Thircuir**, ETI Conseillère auprès du ministère de la Santé de la République du Kazakhstan, au sein du Centre national de recherche pour le développement de la santé (RCRZ) à Astana
- **Sheila Harroch**, ETI Innovation en santé à la Rockefeller University à New-York
- **Laura Bureau**, *Chargée de projets au sein de l'unité santé et développement durable à Expertise France et modératrice.*

L'atelier visait à sensibiliser les ETI aux enjeux économiques de leurs missions dans le secteur de la santé, leur fournir des outils concrets pour promouvoir l'expertise française à l'international tout en préservant la neutralité du conseil, et partager des expériences terrain afin de renforcer la mise en réseau.

L'atelier a permis de mettre en lumière le rôle du Fédérateur Santé à l'Export et du dispositif French Healthcare pour soutenir la présence française à l'international, dans un contexte marqué par une concurrence accrue et des budgets contraints. Les ETI ont été identifiés comme des relais capables de créer des bases de confiance avec les partenaires locaux et de valoriser l'expertise française. Dans ce cadre, la proposition de mise en place de clubs santé dans différents pays a été mise en avant, afin de favoriser les mises en relation entre acteurs locaux, AFD et entreprises françaises.

Les témoignages des expertes ont enrichi les échanges : au Kazakhstan, les besoins croissants en infrastructures et en résilience sanitaire peuvent s'appuyer sur les outils financiers français (FEF, FASEP, FEXTE) a rappelé Alexandra Mens Thircuir.



© Madeleine Gal

Sheila Harroche, experte innovation aux États-Unis a présenté des programmes comme NETVA ou French-American Health Innovation, visant à renforcer la visibilité des start-ups et de l'écosystème français dans le cadre de France 2030. Les discussions ont aussi permis de mettre en avant plusieurs défis : le manque de coordination entre acteurs institutionnels, l'intégration des patients dans les projets, les hésitations des entreprises face aux risques, ou encore les difficultés d'accès aux correspondants dans certains ministères de la santé.



De gauche à droite : Laura Bureau, Sheila Harroch, Georges-Fabrice Blum et Alexandra Mens Thircuir © Madeleine Gal

L'atelier a mis en évidence la nécessité d'un meilleur alignement entre les objectifs techniques et économiques des missions des ETI, afin d'éviter que des marchés stratégiques ne soient captés par d'autres pays. La coordination entre ETI, Business France, MEAE, AFD et acteurs locaux apparaît comme un levier essentiel pour accroître l'impact de l'expertise française. Il a également été souligné l'importance de renforcer les dynamiques collectives, à travers l'organisation de réunions régulières par Expertise France ou encore la mise en place de groupes thématiques. Ces initiatives doivent contribuer à une meilleure circulation de l'information, à un partage de bonnes pratiques et, in fine, à une valorisation accrue de l'offre française de santé à l'international.

Agriculture durable, agroécologie et nutrition

L'atelier sur **l'agriculture durable, l'agroécologie et la nutrition**, co-organisé et animé par **Thaïs Rigaux** et **Claire Voisine**, chargées de projets au sein de l'unité Santé et développement durable à Expertise France, a réuni de nombreux experts autour de ces enjeux majeurs. Son objectif était de parcourir les grandes thématiques liées à l'agriculture durable, de proposer des clés de lecture face à la complexité du sujet et de favoriser les échanges entre acteurs.

Les ETI organisateurs de l'atelier étaient : **Benoît Faucheux** (Expert Agriculture, Banque mondiale, Sénégal), **Marie-Caroline Dode** (Conseillère technique Agriculture, Climat et Biodiversité, FAO, Rome), **Marie-Christine Monnier** (Experte auprès de l'Observatoire des agricultures du monde, FAO, Rome), **Jean-Luc Paul** (Expert agroécologie et sécurité alimentaire, Sokoine University of Agriculture, Tanzanie), **Pierre Haas** (Expert en atténuation et adaptation au changement climatique, CEDEAO, Nigéria) et **Domitille Kauffmann** (Experte nutrition et résilience, Programme alimentaire mondial, Rome).

L'intervention **Clara Pacheco** (Cheffe de pôle « sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable » au **MEAE**) a permis de rappeler la vision systémique défendue par la France autour du triptyque nutrition, santé mondiale, sécurité alimentaire. L'agroécologie a été présentée comme une réponse structurante pour rendre l'agriculture plus durable et limiter la pression sur les terres. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la formation agricole, de structurer les chaînes de valeur, et de consolider la stratégie française dans la perspective du prochain Sommet One Health.

Le professeur **Hubert Cochet** (Professeur d'Agriculture Comparée à **AgroParisTech**) a apporté un éclairage scientifique sur l'agriculture durable, en mettant en regard agriculture entrepreneuriale et agriculture familiale. Il a souligné que la transition écologique est difficilement envisageable dans un modèle entrepreneurial classique, mais qu'elle est déjà en cours dans les exploitations familiales, à condition de garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux moyens de production et aux marchés.

Du côté des bailleurs, **Jean-René Couzon** (Responsable Equipe Projet Agriculture à **l'AFD**) a présenté la manière dont l'agriculture durable est intégrée dans les projets de développement. Il a insisté sur l'importance de ne pas dissocier agriculture et biodiversité, de mieux prendre en compte l'adaptation (au-delà de la seule atténuation) et de répondre aux besoins différenciés selon les contextes.

Enfin, **Olivier Lepiller** (Docteur en sociologie et chercheur au **CIRAD**) a présenté le projet MAHDIA (Maroc, Sénégal, Tunisie), qui met en avant les liens entre agriculture durable, nutrition et résilience alimentaire. Les échanges ont été nourris, notamment autour de l'innovation frugale face au changement climatique, de la nécessité de préserver le patrimoine génétique, de renforcer l'implication des jeunes et des femmes, ainsi que des enjeux de pauvreté et d'exode rural. Des témoignages d'ETI et des retours de terrain, notamment d'Ukraine, ont enrichi la discussion.

Cet atelier a mis en lumière la place centrale de l'agroécologie dans les dynamiques de transition agricole et nutritionnelle, ainsi que le rôle clé des politiques publiques, du soutien international et des initiatives locales pour accompagner ce mouvement. Il a également souligné l'importance de renforcer les échanges entre acteurs et de mieux articuler les approches scientifiques, institutionnelles et de terrain. Dans cette perspective, une communauté d'acteurs est en cours de construction afin de prolonger les réflexions et de favoriser la mise en synergie des initiatives. Toutes les personnes souhaitant y contribuer ou en faire partie sont invitées à prendre contact avec Thaïs Rigaux et Claire Voisine.

Diplomatie et énergie : quels cadres d'action ?

« Atelier « Diplomatie et énergie : quels cadres d'action ? » avec comme intervenants

- **Emmanuel Henriet** – ETI Expert énergie senior, auprès du Energy Institute of the University of Texas à Austin et le Louisiana Economic aux Etats-Unis ;
- **Mélanie Ducros** – ETI Experte Hydrogène et Energies Renouvelables auprès du Victorian Hydrogen Hub en Australie ;
- **Yani Daniel** – ETI Expert chargé de l'appui à la réforme des entreprises publiques éthiopiennes auprès du Ministère des Finances d'Ethiopie ;
- **Maël Le Bail**, chef du pôle énergies du DE du MEAE.

L'atelier visait à analyser les nouveaux équilibres internationaux qui influencent la diplomatie énergétique française. Les échanges ont porté sur les stratégies d'action des ETI, en fonction des politiques énergétiques des pays hôtes et de la présence française sur le terrain.

Les interventions d'Emmanuel Henriet et de Yani Daniel ont particulièrement mis en lumière la situation américaine, où l'énergie est redevenue une priorité. Le slogan « drill baby drill », popularisé par les Républicains pour promouvoir l'exploitation massive des hydrocarbures, symbolise aujourd'hui le retour en force du gouvernement Trump, marqué par une diminution des investissements dans la coopération internationale. À l'inverse, l'Éthiopie amorce une ouverture prudente de son marché énergétique à de nouveaux acteurs pour pallier le désengagement américain. Soucieuse de préserver sa souveraineté, elle franchit ainsi une étape importante. Déployée de l'autre côté du globe, Mélanie Ducros a présenté la coopération franco-australienne dans le domaine scientifique de l'énergie et les investissements dans les énergies renouvelables. Cette collaboration permet à la France de valoriser son expertise industrielle, notamment dans l'hydrogène, et de renforcer le développement de filières bas-carbone.

En conclusion, Maël Le Bail a souligné le rôle essentiel des experts dans ce secteur en pleine mutation et l'importance de diversifier le mix énergétique français. Le public a ensuite échangé sur les méthodes mises en œuvre pour assurer la présence française, dans un contexte marqué par les orientations du nouveau gouvernement américain.



table du fond, de gauche à droite : Maël Le Bail, Mélanie Ducros, Emmanuel Henriet, Yani Daniel ©Adélaïde Hondré

La diplomatie économique et le positionnement de l'ETI

L'atelier « La diplomatie économique et le positionnement de l'ETI » a été en 2025 un véritable succès avec un public d'une soixantaine d'ETI. À cette occasion, les commanditaires par les voix de **M. Tristan DUFES** (sous-directeur des secteurs stratégique de la direction de la Diplomatie économique, MEAE) et **Mme Céline HERICHER** (adjointe au chef du bureau des financements directs, DGT/MEFSIN) ont apporté un éclairage précieux sur leurs attentes vis-à-vis du dispositif ETI. Le MEAE a notamment souligné l'utilité du positionnement de l'ETI pour œuvrer à préserver une mondialisation ouverte et une approche multilatérale de règlement des différends. L'expertise technique permet de promouvoir le savoir-faire français sur des secteurs jugés stratégiques (agriculture, industrie pharmaceutique, innovation, maritime, énergie etc). La DGT a, pour sa part, insisté sur la dimension essentielle de la diplomatie économique dans le rôle d'ETI comme relais efficace pour les entreprises françaises mais également comme force de proposition auprès des acteurs privés et publics français. Le Trésor a rappelé quelques facteurs clés du succès : gagner la confiance du partenaire local, cartographier les acteurs, dresser un état des lieux des contraintes mais aussi bien comprendre les priorités réelles et développer un réseau efficace.



de gauche à droite : Adélaïde Hondré, Axelles Cheney-Grünberger, Louis Boisgibault, Samuel Bourdeau

Afin de compléter ce panorama global très instructif du dispositif, l'unité « influence économique » du Pôle REX a souhaité mettre en lumière un panel de 3 ETI aux expériences différentes et souvent complémentaires :

- **Axelle CHENEY-GRÜNBERGER** - ETI MEAE Innovation technologique auprès du Fraunhofer-Gesellschaft à Munich ;
- **Samuel BOURDEAU** - ETI DGT Développement énergétique durable auprès du ministère de l'Énergie du Tamaulipas au Mexique
- **Louis BOISGIBAUT** - ETI MEAE Énergie auprès du ministre de l'Économie du Kosovo

Leurs expériences croisées ont permis à l'auditoire de mieux percevoir plusieurs aspects du positionnement d'ETI : comment prendre ses marques en début de mission mais aussi comment naviguer entre les 3 dimensions d'une mission (coopération technique, rôle d'ensemblier, apports stratégiques – illustrés par l'image de l'iceberg) et surtout la temporalité de chacune de ces dimensions au fil de la mission. Enfin, l'atelier a laissé libre cours à la parole du public permettant ainsi d'aborder sans ambages certaines interrogations légitimes telles que l'empiètement des responsabilités ; la préparation de fin de mission ; l'évaluation d'une mission qui est toujours complexe, le décalage entre une volonté politique et l'application dans le réel ; les stratégies pour développer son réseau au sein même de l'Equipe France etc.

La richesse des discussions nous conduit à envisager la publication prochaine d'un recueil plus exhaustif des enseignements tirés de cet atelier.

Rôle et défis des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des ODD

Dans le cadre de la finalisation d'une stratégie internationale de la France en matière de gouvernance territoriale, un atelier sur le rôle et les défis des collectivités territoriales a permis de donner la parole à 4 ETI déployés auprès d'institutions nationales et internationales :

- **Kader Makhlouf**, ETI à Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) en Espagne
- **Armelle GUYOMARC'H**, END à la DG INTPA de la Commission Européenne à Bruxelles
- **Christophe PEYRON**, ETI au Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière au Togo
- **Tristan ROUTIER**, ETI au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local au Cameroun

La séquence était dédiée à l'accès au financement des collectivités territoriales et l'importance de reconnaître les autorités locales comme parties prenantes dans la mise en œuvre des ODD.

Les ETI ont ainsi présenté leur mission d'accompagnement des collectivités territoriales dans leur accès aux financements ainsi que l'enjeu de valoriser leurs actions et de favoriser les partenariats. L'Union européenne, dans sa stratégie Global Gateway, apporte un soutien aux regroupements de collectivités territoriales afin de renforcer les connexions avec l'Europe et stimuler le développement d'infrastructures de qualité.

A noter qu'en octobre sera organisé pour la première fois en France le Forum de l'Economie Sociale et Solidaire, une belle occasion pour les collectivités territoriales de rappeler, sur la scène internationale, leur rôle d'actrices du développement durable et inclusif, au plus près des territoires et des populations.

Assistance technique dans les territoires ultra-marins

Les journées de l'expertise technique internationale ont été l'occasion de réunir pour la première fois les Assistants techniques déployés dans les territoires ultramarins, l'AFD, la Direction générale des Outre-mer du Ministère de l'intérieur et des Outre-mer et Expertise France. Cette séquence a permis de rappeler le contexte général d'intervention dans ces territoires (déficit d'ingénierie, besoin d'appui administratif et financier), de rappeler le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre de ce dispositif (DGOM, AFD, EF), d'informer sur le dispositif COROM - contrat de redressement des collectivités d'Outre-mer - (montage, pilotage local, et réussites : nette amélioration pour 80% des communes aidées), de revenir sur le mandat confié à Expertise France depuis 2023 et de permettre aux assistants techniques en poste de partager des retours d'expérience. **Sébastien Gallego**, expert sur la gestion de l'eau en Guadeloupe (SMGEAG), a notamment présenté sa mission, les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques qu'il a mises en œuvre. Les experts ont collectivement souhaité que les échanges se poursuivent dans le cadre d'un groupe de travail.

Les ETI acteurs de la Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe 2025-2030

Cette séance avait pour objectif de présenter la stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe 2025-2030, d'explorer comment les ETI peuvent l'intégrer dans leurs missions, et d'identifier les obstacles à sa mise en œuvre.

- **Delphine O**, Ambassadrice et Secrétaire générale du Forum Génération Egalité, MEAE
- **Eugénie TRESSENS**, Cheffe de pôle Genre, DSSR et diplomatie féministe, MEAE
- **Cristina MENEGAZZI**, ETI Culture et Patrimoine, l'UNESCO au Pakistan
- **Xavier BLAIS**, ETI au sein de la Mission de maintien de la paix des Nations unies au Soudan du Sud
- *Modérée par **Sarah COULAUD** et **Siri WARBO**, chargées de projet et référentes genre du Pôle REX, Expertise France*

L'Ambassadrice Mme O et **Mme Tressens** ont ouvert la séance en exposant les grands axes de cette stratégie. La diplomatie féministe consiste à placer de manière systématique les droits des femmes et des filles au cœur de la politique étrangère, à travers une approche transversale intégrée dans tous les domaines et à tous les niveaux. L'Ambassadrice a souligné le rôle stratégique des ETI dans ce contexte : dans un monde où les questions de genre rencontrent un backlash, les experts de terrain peuvent jouer un rôle clé en menant des actions concrètes.

Deux ETI ont ensuite partagé leurs actions d'intégration du genre au sein de leurs missions, celles-ci ne portant pas spécifiquement sur la thématique genre.

Mme Menegazzi, experte en culture et patrimoine auprès de l'UNESCO au Pakistan, a évoqué les difficultés de promouvoir l'égalité de genre dans un pays où les droits des femmes et des filles restent très limités. Elle a dû faire preuve de détermination pour assurer la participation des femmes dans les projets auxquels elle contribue. Elle a souligné que le facteur culturel joue un rôle prédominant dans leur exclusion.

M. Blais, expert auprès de la MINUSS au Soudan du Sud, travaille sur la réduction des violences communautaires. Il a expliqué que les femmes et les filles sont victimes d'abus de la part de l'armée et ignorées par les autorités. Dans ce contexte, il s'efforce d'intégrer une approche sensible au genre dans les différents programmes en place. Il a également insisté sur l'importance d'un meilleur accompagnement des jeunes, qu'il considère comme un levier essentiel pour prévenir les violences liées au genre.

La séance s'est conclue par un échange avec le public, qui a partagé témoignages et propositions pour la mise en œuvre concrète de cette stratégie. La création d'un groupe de travail dédié à cette thématique est en cours.

État de droit et attractivité dans les pays candidats à l'Union européenne

Cet atelier a réuni plusieurs ETI et des institutions françaises autour des enjeux liés à l'élargissement de l'Union européenne dans les Balkans occidentaux et en Moldavie. La rencontre s'est tenue en présence de **Marguerite Costa de Beauregard**, sous-directrice de l'Europe balkanique au MEAE, de **Joseph Giustiniani**, chef du bureau Voisinage, Élargissement et Défense au Secrétariat général des affaires européennes, et **Gauthier Sallé**, rédacteur Élargissement, UE-Balkans et UE-Turquie à la Direction de l'Union européenne. Les discussions ont souligné que l'élargissement constitue un levier de modernisation, à condition d'allier réformes structurelles et investissements massifs. Le Plan de croissance pour les Balkans occidentaux et le futur Forum d'investissement de Tirana (novembre 2025) ont été présentés comme des instruments clés pour renforcer l'intégration économique et attirer de nouveaux financements.



*De gauche à droite : Marc Vukadinovic, Marguerite Costa de Beauregard
Joseph Giustiniani, Gauthier Sallé, Isabelle Thomas Delic*

Les ETI déployés dans la région ont souligné des trajectoires différenciées selon les pays candidats et présenté l'état d'avancement :

- **Serbie** : les réformes s'inscrivent dans un contexte politique instable, marqué par des manifestations depuis le début de l'année 2025 et un changement de gouvernement.
- **Albanie** : forte mobilisation autour du Forum de Tirana, destiné à attirer les investissements privés, en complément du soutien apporté par la Facilité du Plan de croissance. L'ouverture accélérée des chapitres de négociation s'accompagne d'un agenda ambitieux, avec une fermeture envisagée en 2027 et une adhésion souhaitée en 2030.
- **Monténégro** : avancées démocratiques notables depuis 2020, mais attractivité limitée par la taille du marché. Une conférence de haut niveau, Investment Conference – Smart Growth, Green Future: Accelerating Investment in Montenegro, est prévue en octobre.
- **Moldavie** : négociations d'adhésion ouvertes en 2024, avec un objectif d'intégration fixé à 2030 ; toutefois, la stabilité du processus reste fragilisée par les ingérences russes.
- **Macédoine du Nord** : processus d'adhésion ralenti, en revanche des besoins et des opportunités d'investissements en matière d'infrastructures, d'énergie et de connectivité.
- **Bosnie-Herzégovine** : situation en retrait par rapport aux autres candidats, en raison de l'absence d'adoption du plan de croissance et du plan national d'adoption de l'acquis et de négociateur. Des besoins identifiés dans les secteurs de l'infrastructure, de la santé, de l'environnement.

L'atelier a confirmé le rôle des ETI comme interfaces stratégiques entre institutions françaises, européennes et locales, contribuant à renforcer l'influence de la France et à accompagner les pays candidats sur la voie de l'adhésion.

Outils de pilotage et de reporting pour une mission d'ETI - exemple des campus franco-X : vers un tableau de bord partagé

Cet atelier qui visait à présenter le fruit du travail du Groupe de travail franco-X était animé par :

- **Raphaëlle GAUTHIER** - ETI Directrice générale adjointe du Campus franco-sénégalais
- **Jean-Marc LAVEST** - ETI Recteur de l'Université des Sciences et Technologies Hanoï
- **Christian ESTRADE et Audrène ELOIT** - Chefs de pôle partenariats universitaires et scientifiques (Afrique, ANMO, Amérique centre et sud) auprès de la DGM / MEAE

L'atelier portait sur la présentation d'un outil de pilotage innovant réalisé par le groupe de travail (GT) des établissements franco-X et destiné aux missions réalisées dans le cadre de ces établissements. Le GT avait pour mission de définir un cadre méthodologique, proposer des outils de pilotage adaptés et élaborer le cahier des charges d'un tableau de bord analytique permettant d'aider au pilotage et d'évaluer l'impact des universités franco-X en termes de formation, recherche et partenariats internationaux. Les représentants du MEAE présents (Christian Estrade et Audrène Eloit) ont souligné l'importance et l'utilité de cet outil pour justifier les projets auprès du MEAE et prendre en compte la diversité des situations locales (une quarantaine d'établissements franco-X dans le monde avec des problématiques spécifiques à chacun).

Trois outils sont développés : une liste de définitions simples, un guide méthodologique validé par les tutelles et un modèle de tableau de bord personnalisable par la sélection d'une trentaine d'indicateurs issus d'un catalogue plus large.

Le GT a également travaillé sur les facteurs d'impact, dans la continuité des préconisations du rapport Euzet[1]. L'objectif est de proposer un outil numérique opérationnel d'ici un an, facilitant à la fois l'auto-évaluation des établissements et la réponse aux attentes des tutelles.

Le MEAE souhaite notamment mieux mesurer l'effet levier des financements et disposer d'indicateurs communs, en intégrant des critères budgétaires pertinents. Cet outil, validé par les tutelles, pourra aussi favoriser un dialogue franco-français, notamment avec les consortiums. Il est conçu pour être répliquable dans d'autres contextes nationaux et a reçu un accueil positif des partenaires présents, notamment du HCERES.



© Aurélie COLLADON

[1] <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/franco-x>

Carte blanche aux partenaires – restitution des groupes de travail « franco-X »

Cette carte blanche prévue sur format restreint a été finalement ouverte suite à intérêt de nombreux participants présents. Elle avait pour but de revenir sur les travaux et les échanges menés dans le cadre des sous-groupes du groupe de travail « franco-X » et était animée par :

- **Raphaëlle GAUTHIER** – ETI Directrice générale adjointe du Campus franco-sénégalais, Dakar
- **Jean-Marc LAVEST** – ETI Recteur de l'Université des Sciences et Technologies, Hanoï
- **Michel PAVAGEAU** – ETI Conseiller technique auprès du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sénégalais, Dakar

Les discussions du sous-groupe 1 au cours de l'année ont porté sur la vision stratégique, la pérennité financière et l'attractivité internationale des universités franco-X. L'objectif est désormais de travailler sur des livrables (guide méthodologique, tableau de bord, indicateurs d'impact).

Le sous-groupe 2 a quant à lui travaillé sur les sujets de recherche, d'innovation et de partenariats. 3 réunions thématiques ont ainsi été menées ces derniers mois sur la recherche partenariale, les outils de financements et le développement d'écosystèmes d'innovation. Les recommandations listées ci-dessous feront l'objet d'une déclinaison par l'équipe du Pôle Relations experts dans les prochains mois.

- La recherche partenariale et le lien avec les entreprises françaises positionnent les franco-X comme des leviers potentiels de la diplomatie économique, en valorisant et en diffusant à l'international le savoir-faire français.
- Les outils de financement de l'activité (recherche, innovation, activités en lien avec les entreprises) sont connus de manière hétérogène par les ETI, notamment concernant les dispositifs tels que les FEF, AFD, Europ, ou PHC. Il serait donc utile de disposer de fiches méthodologiques détaillées sur ces leviers d'action, à mettre à la disposition des ETI.
- Le développement d'écosystèmes d'innovation suppose un échange sur les actions à mener et les acteurs à mobiliser. Une meilleure connaissance de l'écosystème AFD et notamment des activités des départements techniques sectoriels d'Expertise France permettrait un enrichissement des solutions de part et d'autre

Enfin, les discussions du sous-groupe 3 ont porté sur la construction d'outils durables de coopération universitaire avec des échanges autour de la formation professionnelle, des facteurs de succès et des défis, et de la langue française. Ce sous-groupe se réunira à nouveau à l'automne pour approfondir certains sujets abordés dans le cadre du rapport Euzet[1].

[1] <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/franco-x>

Quels défis pour une promotion du français à l'étranger plus professionnalisante, transversale et inclusive ?

Dans le prolongement de la dynamique initiée en 2024, l'**Atelier Francophonie** a été l'occasion de revisiter les multiples enjeux liés à l'enseignement, l'apprentissage et la promotion de la langue française à l'étranger, tout en élargissant le champ des discussions à des thématiques transversales, au croisement de l'éducation, de l'emploi et du sport.

Juliette SALABERT, Adjointe à la Sous-Directrice & Responsable du pôle coopération éducative francophone DGM/DDC/LFE au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a ainsi rappelé les grandes priorités en matière de coopération éducative et enseignement du français, en mettant notamment l'accent sur le développement de l'enseignement bilingue, l'accompagnement des cadres éducatifs, la formation initiale et continue des enseignants, et la promotion du français comme langue professionnalisante. La représentante du Ministère a également insisté sur les outils stratégiques mis à la disposition du réseau des ETI, tels que le plan d'action pour le français, les Fonds équipes France (FEF), ainsi que les dispositifs portés par l'Institut français de Paris.

Les échanges ont mis en évidence la nécessité de penser la francophonie de manière transversale, en favorisant les synergies avec d'autres secteurs. Un focus particulier a été porté sur les liens possibles entre français et sport, dans une logique d'inclusion, d'ouverture et d'attractivité. L'idée d'un français vecteur de valeurs partagées, mais aussi langue d'employabilité, est revenue de manière récurrente dans les échanges.

La formation et la professionnalisation des enseignants de français à l'étranger ont également été identifiées comme des enjeux clés pour renforcer l'efficacité et la durabilité des actions de terrain. Dans ce contexte, le MEAE est notamment revenu sur les résultats du Sommet de la Francophonie 2024, et les nouveaux dispositifs de résidences à Villers-Cotterêts destinés aux cadres éducatifs et enseignants, portés par l'OIF et l'AUF.

Les interventions des ETI ont permis d'illustrer la diversité des actions menées sur le terrain, tout en soulignant leur alignement avec la stratégie du Ministère. Ces retours ont permis de faire émerger plusieurs défis communs, tels que :

- La nécessaire articulation entre enseignement secondaire et supérieur, dans une logique de continuité des parcours ;
- Les transformations induites par l'intelligence artificielle, notamment sur les métiers de l'interprétation et de la traduction ;
- L'importance d'intégrer les problématiques francophones aux enjeux éducatifs globaux, pour éviter une approche isolée ou cloisonnée de la francophonie.

En conclusion, les experts ont exprimé leur volonté de renforcer les dynamiques collectives, en relançant le groupe de travail existant sur la francophonie. Ce dernier pourrait être élargi à la thématique de l'éducation, avec la mise en place de sous-groupes thématiques pour favoriser les échanges entre acteurs, le partage de bonnes pratiques, et la mutualisation des outils.

Culture, Patrimoine et Industries Créatives et Culturelles (ICC) : structurer et valoriser le réseau des ETI

Atelier Culture, Patrimoine et ICC avec comme intervenants :

- **Olivier ROUZEAU** : Rédacteur patrimoine et protection des biens culturels DGM/MEAE
- **Cristina MENEGAZZI** : ETI auprès du Bureau de l'Unesco, Pakistan
- **Charlotte DEFLASSIEUX** : ETI auprès de la Korea Creative Content Agency, Corée du Sud

Ce premier atelier consacré aux Experts techniques internationaux déployés sur les secteurs culturel, patrimonial et sur les industries culturelles et créatives visait à créer un espace d'échange entre expert.e.s, tout en renforçant la visibilité, la cohérence et l'impact de leurs actions dans ces secteurs clés.

À cette occasion, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a réaffirmé l'importance stratégique du dispositif ETI. Présentés comme un levier de la diplomatie culturelle et d'influence de la France, les ETI soutiennent les priorités du ministère. Au-delà de leur expertise technique et de la valorisation du savoir-faire français à l'étranger, il a été rappelé que leur ancrage au sein des administrations locales et des instances multilatérales leur confère une véritable portée politique et économique. Les ETI contribuent ainsi activement à la consolidation des relations bilatérales et multilatérales de la France.

Des témoignages concrets d'ETI en poste sont venus illustrer la diversité et la richesse de leurs missions, mettant en lumière leur forte valeur ajoutée pour la diplomatie culturelle, d'influence et d'attractivité française : la protection du patrimoine en contexte de crise, à travers des actions de sauvegarde et de coopération scientifique en lien avec les centres de recherche et les opérateurs locaux ; la défense des politiques de diversité culturelle, notamment dans le cadre de négociations multilatérales ou face à l'uniformisation des marchés culturels mondiaux ; la mise en réseau d'acteurs économiques et culturels, facilitant les échanges entre entreprises françaises et étrangères, (notamment dans les secteurs de l'audiovisuel, du design ou de la mode) ; le soutien à l'ouverture des marchés et à la coproduction.

Les échanges ont également mis en lumière le rôle des collectivités territoriales, ainsi que les synergies possibles avec les outils de la coopération décentralisée. Ces dynamiques ouvrent de nouvelles perspectives pour renforcer l'action des ETI dans les secteurs Culture et ICC. Enfin, cet atelier a posé les bases de la création d'un groupe de travail dédié, visant à structurer un réseau d'ETI dans les champs culturels, à mieux valoriser leurs actions, à favoriser le partage d'informations et à mutualiser les expertises de terrain.

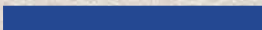


© Aurélie COLLADON



Expertise France · 40, boulevard de Port-Royal · 75005 Paris · France
© Pôle Relations experts - Département Coopération bilatérale et mobilisation de l'expertise
Directeurs de la rédaction : Carolina Ballester et Virginia Mangematin
Secrétaires de rédaction : Thaïs Rigaux, Adélaïde Hondre, Siri Wärbo, Yurika Kobayashi et Abygaëlla Trèfle

Vous recevez ce document car vous êtes inscrit(e) à la [liste de diffusion de la newsletter](#) du Pôle Relations experts d'Expertise France.

 Des
SAVOIR-FAIRE
EN COMMUN

